
[Arrêter la déforestation ? REDD+ et la protection de l'industrie des combustibles fossiles et de la conservation](#)

Une compilation d'articles du Bulletin du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) à l'occasion du **Sommet mondial sur l'action pour le climat** qui se tiendra du 12 au 14 septembre en Californie, aux États-Unis

[Accéder à la compilation](#)

L'État de Californie, aux États-Unis, s'efforce d'intégrer d'autres territoires dans son programme de marché du carbone, maintenant prolongé jusqu'en 2030. La première chose à noter à propos de ces objectifs de réduction des émissions de la Californie, c'est qu'ils sont extrêmement bas. Et ces faibles objectifs sont encore réduits par l'utilisation d'un marché du carbone. Différents cadeaux sont faits aux entreprises et elles sont notamment autorisées à « compenser » leur pollution en excès sans avoir à réduire leurs émissions sur site. De cette manière, les pollueurs peuvent continuer à polluer, tandis que les communautés vulnérables touchées par leurs activités continuent d'en subir les effets aggravés. Il est important de rappeler que les principaux pollueurs en Californie – les raffineries et les centrales électriques – sont principalement implantés dans des lieux où vivent des communautés de gens de couleur et à faible revenu. En outre, le marché du carbone en Californie reste ouvert aux crédits internationaux de carbone forestier.

Le Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts

Le Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts (Governors' Climate and Forests Task Force - GCT) a été lancé pendant les négociations de l'ONU sur le climat en 2008. Le GCT cherche à intégrer REDD+ aux régimes régionaux obligatoires du marché du carbone aux États-Unis, comme celui de la Californie.

En 2010, le gouvernement d'Acre a créé le Système d'incitation aux services environnementaux (*SISA, Sistema de Incentivos aos Serviços Ambientais*) dans le but de favoriser le maintien et l'expansion de « l'offre de services et de produits écosystémiques » dans l'État. Il est considéré comme le programme REDD+ juridictionnel le plus avancé qui existe au niveau mondial. Si le gouvernement d'Acre tente d'associer de manière fallacieuse l'image de Chico Mendes, le leader mondialement connu des *seringueiros* (récolteurs de latex), à son programme REDD+, les communautés d'Acre continuent d'honorer ses idées. Il y a 30 ans, en décembre 1988, Chico Mendes a été tué dans la ville de Xapuri pour avoir défendu les droits à la forêt des *seringueiros*.

Presque parallèlement, l'État du Chiapas au Mexique a commencé à développer le Programme d'action sur le changement climatique en 2009 pour donner la priorité à la mise en œuvre de la REDD+ juridictionnelle. L'État était déjà en train de mettre en œuvre des programmes REDD+ dans la forêt de Lacandon, un territoire où vivent des communautés autochtones. Cette région a également une longue histoire de conflits sociaux et de luttes, notamment celle du célèbre mouvement zapatiste, qui continue de lutter pour son autonomie et son autodétermination.

En 2010, les gouvernements des États de Californie, d'Acre et du Chiapas ont signé un protocole d'accord sur la coopération environnementale dans le but de créer un système de crédits carbone REDD+ entre les trois territoires. Le système permettrait d'orienter le financement de REDD+ vers l'État d'Acre et le Chiapas, en échange de crédits de compensation pour des pollueurs de l'État de Californie. Les crédits REDD+ permettraient à la pollution de se poursuivre en Californie.

Jusqu'à maintenant, le Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts (GCT) n'a jamais dépassé le stade des discussions, des conférences et des rapports de consultants. Toutefois, ce processus pourrait progresser lors du Sommet mondial sur le climat qui se tiendra à San Francisco en septembre 2018, étant donné que la réunion annuelle du GCT devrait avoir lieu juste avant le Sommet.

[Accéder à la compilation](#)

Table des matières

1. Introduction

2. Compilation d'articles du Bulletin WRM

- Des projets REDD+ aux programmes REDD+ « juridictionnels » : encore une mauvaise nouvelle pour le climat et les communautés
- La mention de REDD+ dans l'Accord de Paris assure le financement de l'industrie de la conservation, tandis que le déboisement à grande échelle progresse sans encombre
- REDD et droits : le bon, la brute et le truand
- Le projet Envira REDD+ dans l'État d'Acre, au Brésil : une certification Gold pour des promesses vides
- Alerte sur REDD ! Comment les projets REDD+ sapent l'agriculture paysanne et les vraies solutions du changement climatique
- Quelle est la plus forte contradiction du système REDD+ ?
- Un mythe de REDD+ : la « gestion forestière durable »

3. Résistance aux propositions d'autoriser des compensations forestières internationales sur le marché du carbone en Californie : quelques exemples

- Déclaration de Sena Madureira (juin 2018)
- Les peuples autochtones de l'État d'Acre déclarent leur rejet des politiques REDD et leur soutien à l'organisation locale CIMI (septembre 2017)
- Motion de rejet et de solidarité avec les dirigeants confrontés à des menaces dans l'État d'Acre (août 2017)
- Déclaration de Xapuri (Acre, mai 2017)
- Une lettre ouverte provenant de l'État d'Acre (Brésil) dénonce la « consultation » au sujet de REDD en Californie

4. Lectures complémentaires

[Accéder à la compilation](#)

